LE PROCÈS DE L'ÉTAT SOCIAL*

Vers 1950, l'État se soucie beaucoup du bien-être de tous : il devient un « État social ». Depuis les années 1980, certains s'efforcent de diminuer ce rôle de l'État.

- Après la Deuxième Guerre mondiale, l'État devient, chez nous, un « État social », c'est-à-dire **un État dont la préoccupation principale est le bien-être de tous**. Cet État accorde à ses citoyens* de nombreux droits : droit au travail, droit au logement, droit à l'éducation, droit à la santé, etc. Grâce au travail de tous, le pays produit des richesses que l'État redistribue à tous de manière aussi équitable que possible. Pour y parvenir, chacun paie l'impôt* selon sa fortune : les riches plus et les pauvres moins. Cela permet d'accorder des aides diverses : primes de naissance, allocations familiales, gratuité de l'enseignement, remboursement des frais de santé, etc. Ces aides sont précieuses pour les gens, fort nombreux, qui ne gagnent pas beaucoup d'argent. Elles complètent leur salaire et leur permettent de vivre décemment.

- Vers 1980, **une pensée nouvelle s'impose : diminuer le rôle de l'État**. Les partisans de cette politique veulent limiter les aides accordées aux citoyens. Selon eux, ces aides sont trop coûteuses et, par conséquent, les impôts sont trop élevés, ce qui empêche les entreprises de bien résister à la concurrence* étrangère, décourage les investisseurs*, nuit à la création d'emplois. De plus, ces aides poussent les gens à vivre en « assistés ». Les responsables politiques adoptent peu à peu ces idées réformatrices. Ils diminuent les impôts des entreprises et réduisent les dépenses sociales. Beaucoup de citoyens* s'inquiètent de cette évolution. Ils pensent que l'affaiblissement de l'État social est le signe que le bien commun n'est plus une priorité pour les dirigeants, y compris ceux qui se disent les défenseurs des petites gens.

« L'intérêt général »

Les milieux d'affaires souhaitent voir disparaître « l'État social* ». Ils affirment que le progrès n'est plus possible sans cela : « Il n'y a pas d'autre solution », disent-ils. L'État doit cesser de se préoccuper du bien-être de tous. Des politiciens se rallient à leur point de vue, des journalistes diffusent leurs idées, des scientifiques soutiennent leurs raisonnements. Certaines personnes finissent par se laisser convaincre que le souci de l'intérêt général* n'est pas une bonne chose…

▼ D'après *Qu'est-ce que l'intérêt général ?*, dessin de Clou paru dans le journal *La Libre Belgique*, Bruxelles, 27 novembre 2010.

Christian Patart, Geneviève Quinet, Bernard Stanus, Danielle Tamigniau.

* Voir glossaire